

ARRÊTÉ MUNICIPAL
N° 2698/2024

Arrêté d'ester en justice pour l'expulsion des gens du voyage occupant illégalement le complexe sportif Mozin à Maubeuge

Nous, Maire de la ville de Maubeuge,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles :

- L.2122-22 16° relatif à la délégation donnée au maire d'une commune par le conseil municipal d'intenter des actions en justice ;
- L.2122-23 relatif aux règles que doivent suivre les décisions prises par le maire en vertu de l'article L.2122-22,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles :

- L.2111-1 et L.2111-2 relatifs à la définition du domaine public ;
- L.2122-1 relatif au fait que nul ne peut disposer ou occuper le domaine public sans autorisation de la personne publique,

Vu la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage,

Vu l'ordonnance du Conseil d'État, requête n° 437113 du 16 juillet 2020 relative au fait que les dispositions de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage ne sauraient faire obstacle à la saisine du juge des référés sur le fondement de l'article L. 521-3 du code de justice administrative pour que l'expulsion d'occupants sans titre du domaine public soit ordonnée,

Vu la délibération du conseil municipal n°37 en date du 5 juillet 2020, relative aux délégations à Monsieur le Maire de certaines attributions du Conseil Municipal en vertu des articles L.2122-22 et 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le 16° et la délégation d'ester en justice au nom de la Commune,

Vu le rapport de constatation n° 202400 0481 de la police municipale de Maubeuge en date du 3 septembre 2024,

Vu le procès-verbal de constat d'huissier n° 40458 en date du 4 septembre 2024,

Considérant que le rapport de police susvisé a constaté l'installation de gens du voyage sur le stade du Pont Allant jouxtant la salle de sport Mozin, à proximité de la rue Louis Bréguet, quartier du Pont Allant, à Maubeuge,

Considérant que des raccordements à une borne d'incendie située à l'angle de la rue Roland Garros et de la rue Louis Bréguet sont relevés, tandis que des branchements au coffret électrique de la salle de sport sont rapportés. Des photographies prouvent l'étalement des câbles et tuyaux sur la chaussée ou dans l'herbe notamment,

Toute correspondance
est à adresser à :

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Place du Docteur Pierre-Forest
BP 80269
59607 Maubeuge Cedex
Tél. 03 27 53 75 75
Fax 03 27 53 75 00

Considérant que ledit rapport affirme qu'il s'agit des mêmes gens du voyage qu'en juillet, période durant laquelle une procédure avait été initiée jusqu'à leur départ, qui n'a donc été que temporaire.

En effet, le relevé des plaques d'immatriculation atteste qu'il s'agit des mêmes véhicules. Leur nombre est d'ailleurs conséquent : trente-quatre voitures, dix-sept caravanes et sept remorques,

Considérant que le rapport d'huissier susvisé constate la présence d'une soixantaine de véhicules sur le terrain de sport jouxtant la salle de sport Mozin. Qu'il s'agit entre autres de caravanes, fourgons et voitures,

Considérant que ledit rapport d'huissier rapporte que d'après les gens du voyage eux-mêmes, le campement serait constitué de plusieurs groupes. Il en ressort également que les caravanes sont reliées au réseau d'eau et d'électricité, aux moyens de câbles à même le sol prenant l'électricité sur la salle de sport. Les tuyaux d'eau traversent quant à eux la cour de l'école voisine, passent par la voie publique et les égouts afin de s'alimenter en eau sur une borne d'incendie.

Considérant que des photographies attestent de cette situation.

Considérant que les véhicules automobiles et les caravanes stationnent, de façon illicite, sur des dépendances du domaine public communal,

Qu'il y a lieu de saisir le juge des référés en mesures utiles au titre de l'article L.521-3 du Code de Justice Administrative,

ARRETONS

Article 1 : La Commune de MAUBEUGE, représentée par son Maire, Arnaud DECAGNY, décide de déposer une requête en référé conservatoire (Article L.521-3 du Code de justice administrative) auprès du Juge des référés du Tribunal Administratif de LILLE.

Article 2 : La Commune assure elle-même sa représentation.

Article 3 : Les frais de justice pouvant en résulter seront supportés au moyen des crédits inscrits au Budget Communal.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance et fera l'objet d'une publication.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE CEDEX.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera communiquée à Madame la Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe.

Le 05/09/2024 ,



Pour le Maire de MAUBEUGE, empêché,
Monsieur le Directeur Général des Services
En vertu de l'arrêté de délégation 2581/2022
publié le 23 juin 2022, emportant délégation
de signature

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Thierry", is written over the text of the delegation of signature.